

Cet incident, qui avait en lui-même la plus grave importance, joint à celui soulevé par le préfet de Morelia, aurait dû ouvrir les yeux les plus fermés; mais ils n'eurent aucun effet sur ceux de l'Empereur qui ne daigna même pas faire réponse à cet officier, que lui avait confié le Roi des Belges.

Le Maréchal avait bien raison d'écrire en France que Maximilien mécontentait tout le monde, même ses amis les plus fidèles.

La situation politique et militaire n'était donc pas plus satisfaisante dans l'Etat de Michoacan, à 40 lieues de Mexico, qu'elle ne l'était dans les autres provinces. La tranquillité matérielle n'existait que là où il y avait des troupes françaises; mais, dès que celles-ci s'éloignaient, des bandes se formaient ou réapparaissaient.

Au point de vue administratif, l'état des choses n'était pas meilleur. Partout on constatait des abus de fonctionnaires, des malversations, des concussion. Des dénis de justice sont prononcés, selon que les inculpés ou les accusés sont pauvres ou riches. Tout est matière à mécontentement jusqu'à l'application parfois inepte de la loi, inutile du reste, qui a découpé le territoire de l'Empire en départements remplaçant, en plus grand nombre même, les anciens états. Cette division a été faite d'après des bases géographiques, sans tenir compte des considérations ethnographiques ou ethnologiques indispensables pour le groupement des populations selon leurs mœurs et leurs intérêts. Les habitants ont protesté; les gouverneurs, les préfets ont réclamé; mais on n'a daigné écouter personne.

Tous ces faits sont signalés par le Maréchal au Gouvernement, mais celui-ci ne fait rien et le mal empire chaque jour. Enfin, l'inquiétude était partout et, dans son rapport du 28 juillet, le Maréchal expose, de la façon la plus précise, l'état des esprits surtout au point de vue plus élevé de la politique intérieure.

« Dans la capitale, les esprits s'inquiètent au plus haut degré en considérant le personnel dont s'est entouré l'Em-

pereur et auquel, malgré mes avertissements, Sa Majesté n'apporte aucune modification.

« Il serait difficile, je crois, de compter beaucoup de Mexicains ayant foi dans la stabilité de l'Empire et les uns comme les autres pensent aux différentes combinaisons que peut apporter l'avenir.

« J'ai signalé à Votre Excellence la fraction du parti conservateur qui penserait à se jeter dans les bras de la France, dans le cas où l'Empire viendrait à leur manquer.

« Une autre fraction de ce même parti représenté par le général Blanco et ayant pour chef Santa-Anna, serait en pourparlers avec Juarez et Diego Alvarez, du Guerrero, pour préparer la fusion de tous les partis et amener une entente commune contre l'Empire et l'intervention. Des émissaires auraient été envoyés à cet effet à Saint-Thomas (où est Santa-Anna), à Chihouahua (où est Juarez) et dans le Guerrero.

« La mort de Doblado est un événement heureux pour l'Empire; mais le faisceau des mécontents n'en reste pas moins constitué et mérite la plus grande attention du gouvernement.

« J'ai demandé à notre inspecteur des finances un rapport sur la situation de nos agents financiers et sur les résultats déjà obtenus par notre mission. J'ai adressé copie de ce rapport à l'Empereur pour l'éclairer sur les judicieuses et patientes observations de nos agents et sur l'importance qu'il y aurait pour le trésor mexicain à retirer de notre mission financière tous les avantages qu'on est en droit d'en attendre.

« J'espère, malheureusement, peu de ma démarche qui sera, probablement, étouffée par les conseillers de Sa Majesté. »

Ceux-ci, en effet, envoyaient directement les documents de ce genre à des soi-disant commissions d'études qui n'étudiaient rien, demandaient des contre-rapports aux fonctionnaires mexicains, apathiques, routiniers et souvent intéressés, qui ne répondaient rien.

Parmi ces conseillers dont parle le Maréchal, et qui fai-

saient le vide autour de l'Empereur, figurait depuis près d'un an, un personnage que j'ai déjà pris à partie et dont l'influence néfaste sur les deux souverains commençait à s'accuser d'une façon inquiétante : c'était le padre Fischer. Ce prêtre cosmopolite, aux transformations successives dans sa vocation cléricale, que l'Empereur avait eu la mauvaise inspiration de recueillir au cours de son grand voyage à l'intérieur et la faute, encore plus grande, d'en faire son chapelain et son directeur de conscience. Cet homme devenait le mauvais génie des souverains qu'il hypnotisait. Il doit porter la responsabilité de bien des erreurs graves. Je reviendrai, du reste, sur son compte à mesure que grandiront son pouvoir et sa tyrannie occulte. Ce premier jalon étant posé dans l'histoire de ce Fischer, je reviens au rapport du Maréchal pour en faire ressortir une note assez suggestive, que je ne veux pas laisser ignorer, car elle corrobore ce que j'ai dit déjà à l'égard du concours que l'opposition au Parlement français prêtait à nos ennemis du Mexique.

« Enfin, j'appellerai l'attention de Votre Excellence sur un rapprochement qui me paraît intéressant. Le dernier courrier nous a apporté ici le discours de M. Jules Favre, au sujet du Mexique. Immédiatement après paraissait, dans un journal de Puebla, l'*Idea Libéral*, un article que j'ai l'honneur de vous adresser et qui réclamait, comme M. Jules Favre, le recours à un nouvel appel au suffrage universel.

« Cet article a provoqué la suppression du journal. Je n'ai pas besoin d'insister sur ce rapprochement qui prouve suffisamment les relations de l'opposition avec nos ennemis, ou du moins la nuisible influence que leurs discours ont sur les esprits de ce pays. »

Parbleu ! nous le savions tous, et depuis trois ans !

En résumé, la situation générale n'était pas florissante et, pendant que le Gouvernement commençait à s'enliser dans la fondrière politique, alors que l'orage s'amoncelait à l'horizon des Etats-Unis, que partout des nuages sortaient du sol mexicain, et malgré les appréhensions que l'Empe-

reur venait de formuler d'une façon si injuste au Maréchal, que faisait Sa Majesté ? Elle fondait un Institut. Elle eut, du reste, la courtoisie d'en ouvrir les portes à plusieurs officiers français.

Cette création, peu urgente du reste, était peut-être une réponse à l'arrivée au Mexique de plusieurs missions scientifiques envoyées de France pour explorer et étudier les richesses naturelles du pays.

Une de ces missions, qui passa presque inaperçue, en raison de la nature même de ses travaux, eut pourtant des conséquences matérielles, frivoles peut-être, mais cependant intéressantes, car elles ont donné un grand développement à une des productions de l'industrie horticole d'Europe, de France surtout : c'est la commission des botanistes français venant étudier la flore tropicale.

A peine arrivés à Vera-Cruz, ses membres se dispersèrent dans différentes régions pour les explorer à divers points de vue. L'un d'eux, un des chefs de service des Serres de Paris, envoyé par M. Alphand, se consacra à l'exploration des Terres Chaudes, dans les provinces de Vera-Cruz, Tampico et Yucatan. Il fut émerveillé en présence de la végétation exubérante de ce que nous appelons les plantes vertes et, tout en les étudiant au point de vue botanique, il résolut d'en tirer un parti lucratif. Il imagina d'en faire des envois en France comme plantes d'ornement, pour nos appartements principalement. C'est de cette époque et de ces envois qu'est née, en France et en Europe, la passion des plantes vertes. Dans cet ordre d'idées, l'importation qui eut peut-être le plus de succès est celle des Orchidées. Ce fut alors presque une découverte, une révélation, pour les amateurs de fleurs rares. Notre botaniste eut l'idée de recueillir les griffes de ces plantes aériennes, aux fleurs étranges, aux formes bizarres, aux coloris variés et éclatants, toutes merveilleusement belles et de les expédier en France où elles furent cultivées et multipliées de manière à faire depuis lors la décoration la plus luxueuse et la plus riche que puisse produire la flore.

Chaque paquebot revenant de Vera-Cruz rapportait, en France, des chargements de plantes et notre homme réalisa, dans cette application commerciale de ses études savantes, un bénéfice important, presque une fortune pour un horticulteur.

J'eus, d'autre part, à m'occuper personnellement d'une autre mission, d'un ordre scientifique plus sévère sans doute, et surtout plus élevé, à laquelle je devais m'intéresser tout particulièrement. En effet, dans le courant de cette année 1865, je vis arriver à Mexico, un trio de jeunes savants dont l'ardeur semblait n'admettre aucun obstacle et auxquels je dûs aussitôt consacrer tous mes soins. L'un d'eux, Paul Pavie, était un de mes camarades d'enfance, un condisciple du collège de Poitiers; au autre, M. de Montserrat, se présentait à moi sous les auspices d'amis de ma famille; le troisième enfin, M. Dollfus, avait avec moi des relations communes qui me le recommandaient. Ces trois jeunes et fanatiques pionniers de la science, étaient des naturalistes et constituaient une mission plutôt géologique et minéralogique, et aussi géographique. Ce qui, en dehors de leurs facultés savantes, les rendaient très intéressants, c'est que, bien qu'ils fussent patronnés par le Gouvernement français, ils étaient volontaires et ne comptaient que sur les ressources de leur énergie aventureuse et de leur fortune personnelle. Un document du ministre de l'Instruction publique les recommandait au Maréchal, à qui j'eus le devoir de présenter mes trois jeunes amis. Je m'occupai, en outre, de leur faciliter tous les moyens de s'organiser pour leurs expéditions souvent hasardeuses. Il est vrai que le Maréchal leur remit des titres de recommandation et de protection pour tous les chefs militaires et les fonctionnaires civils, ainsi que pour un grand nombre de personnalités mexicaines. Une fois équipés, armés, montés, munis de serviteurs de confiance, autant que possible, et des bêtes de transport pour leurs instruments, leurs collections et leurs munitions de bouche, ils se mirent en route, restant parfois des se-

maines, des mois en exploration et revenant à Mexico pour coordonner les résultats de leurs études et se ravitailler.

C'est ainsi qu'ils étudièrent la constitution et la genèse de ce sol mexicain, si étrange dans ses formes et dans ses phénomènes géologiques. Ils firent l'ascension des grands pics où ils formulèrent des observations géodésiques complétant les magnifiques travaux de M. de Humboldt et étudièrent enfin, tout particulièrement, les manifestations sismiques des grands volcans et les dispositions géologiques de leurs cratères.

Après cette courte excursion dans le domaine de la science, je reviens à cet extraordinaire Empereur, tout occupé à installer une académie de savants et qui n'a pas encore organisé une armée qu'on lui demande depuis un an et pour laquelle le Maréchal lui avait fourni un projet complet, sur lequel il n'avait pas même daigné faire connaître son opinion.

Cependant, Maximilien venait de se préoccuper de cette grave question, mais de la plus étrange façon. Le Maréchal lui avait offert, pour présider la commission d'organisation de l'armée, le général Lhérier, un de nos généraux les plus qualifiés pour mener l'œuvre à bien. C'était un choix parfait et le général avait reçu l'ordre de se mettre à la disposition de l'Empereur; mais ce choix ne pouvait convenir à l'entourage impérial, à ces conseillers sectaires, qui avaient horreur de tout ce qui était français. Aussi l'Empereur, montrant, en cette circonstance, aussi peu de courtoisie que de tact, et sans même en aviser le Maréchal, confia au général autrichien de Thun le soin d'organiser la nouvelle armée mexicaine. C'était un comble de maladresse, mais ce n'est pas tout!

Quelques jours après, le 5 mai, Maximilien lui écrivait une lettre, stupéfiante par la cynique mauvaise foi et l'audacieuse inconscience qu'elle révèle. Qu'on en juge :

« Partageant l'opinion de Votre Excellence, qu'il faut poursuivre activement l'organisation de l'armée, et n'ayant

pas trouvé un général français ou mexicain qui eût voulu ou qui aurait pu s'en charger, je me suis décidé à la confier au général comte de Thun. »

Un prince peut-il à ce point escamoter la vérité ? Comment Maximilien ose-t-il dire qu'il n'a pu trouver un général français qui eût voulu s'en charger, alors qu'on lui a proposé le général Lhéritier, que cet officier général était disposé à accepter, si bien que le Gouvernement français le mettait hors cadres dans ce but ?

Cependant, le Maréchal, toujours correct et patient, ne releva pas la fausseté de l'assertion impériale. Il eut encore la condescendance déferente d'envoyer à Maximilien des contre-propositions de nature à tout concilier, en utilisant quand même le concours du général français en même temps que celui de l'officier autrichien. Mais l'Empereur ne fit pas même au Maréchal l'honneur d'une réponse. Quelles manières !

C'était là encore un mauvais coup de l'abominable Eloin. Heureusement que cette mauvaise action, inspirée, machinée par ce triste personnage, allait être une des dernières, pour le moment du moins. L'Empereur, enfin désillusionné et désabusé, parut se rendre compte que cet homme lui causait les plus graves embarras. Aussi, sur les instances réitérées du Maréchal, il se décida à l'éloigner, et, vers la fin de mai, le chargeant d'une mission spéciale, il l'expédia en Europe. Quelle pouvait être cette mission ? Il n'a pas semblé que personne l'ait connue. Cependant, je ne doutai pas qu'elle se rapportait aux intrigues politiques et ténébreuses que le Prince entretenait en Autriche. Du reste, nous en eûmes la preuve plus tard par un lettre dudit Eloin, *agent secret*, qui, par une circonstance fortuite, sortit de la voie mystérieuse, qui devait la conduire à sa destination impériale et, par le plus étrange des hasards, parvint entre les mains étonnées d'un fonctionnaire diplomatique français aux Etats-Unis.

En tout cas, nous étions, pour le moment, débarrassés de

M. Eloin; mais nous allions retomber de Charybde en Scylla avec le père Fischer, dont j'ai déjà signalé la néfaste intrusion dans la confiance de l'Empereur.

L'organisation de l'armée impériale paraissait donc compromise encore une fois, et il était vraisemblable que le général autrichien, qui ne connaissait rien du pays, pût parvenir à produire une œuvre utile et durable.

Pourtant, il y avait urgence à tirer parti de toutes les forces vives militantes qu'on pouvait grouper au Mexique, car on devait déjà prévoir des événements dont le poids serait peut-être un peu lourd pour le corps expéditionnaire français déjà diminué d'une brigade. Maximilien était absolument coupable. Si, dès le début de son règne, il avait confié au général en chef français le soin d'organiser sérieusement toutes les forces combattantes dévouées à sa cause qu'il tenait dans ses mains et dont il connaissait complètement les mœurs, l'esprit et le tempérament, il disposerait, en ce milieu d'année 1865, d'une véritable armée, convenablement commandée, pouvant présenter un front de 40.000 hommes susceptibles de se mesurer honorablement avec toutes les troupes dont pouvaient disposer alors les Etats-Unis d'Amérique.

Si, d'autre part, ce souverain n'avait pas gaspillé les fonds dont il avait la disposition, en traitements que dévorait, sans profit, une nuée de fonctionnaires, la plupart inutiles pour le moment, nuisibles, prévaricateurs ou traîtres, enfin en dépenses superflues de toutes natures, les troupes, régulièrement payées, auraient montré une fidélité et une confiance qu'elles eussent communiqué au pays rallié à l'Empire. Les Américains, devant cette force sérieuse, appuyée sur 5.000 soldats européens et 30.000 baïonnettes françaises, des meilleurs, auraient compris de quel poids léger pèseraient dans la balance des combats les 70.000 hommes, plus noirs que blancs, qu'ils avaient accumulés au Texas et n'auraient pas osé essayer d'intimider la France. Mais, très bien informés de ce qui se passait à Mexico, où ils avaient des

agents secrets, ils savaient que cette situation n'existait pas et tenaient pour quantité négligeable toutes les forces impériales. Dans ces conditions, le Gouvernement de Washington, entraîné par la soldatesque turbulente et embarrassante que lui laissait la guerre civile, assuré enfin qu'il trouverait à Paris des défenseurs et des appuis plus ardents que patriotes, crut pouvoir parler avec hauteur au Gouvernement de la France.

Le 26 juillet, le ministre des Etats-Unis remettait au ministre des Affaires étrangères à Paris une note peu bienveillante pour l'Empire de Maximilien. Tout en déclarant que son Gouvernement avait prescrit au général commandant les troupes américaines au Texas, de s'abstenir de tout acte hostile sur le territoire mexicain; il ajoutait le restrictif suivant : « A moins d'ordres différents que les circonstances pourraient déterminer de la part du Gouvernement de Washington. » « In cauda venenum ! »

Cette démarche fut un gros avertissement pour le Gouvernement français, qui commença à entrevoir la possibilité d'événements plus graves. Napoléon III, dont le chauvinisme, surexcité par ce coup de fouet, sembla faire taire sa prudence habituelle de politicien intérieur, obligé de compter depuis quelque temps avec un parti d'opposition antifrançaise, fut tenté de relever le gant. Il écrivit au Maréchal dans des termes qui rappelaient les belles époques de notre fierté nationale. C'est ainsi qu'il disait, le 17 août : « ... Il faut donc que vous preniez vos dispositions en conséquence et, si jamais les Etats-Unis veulent envahir le Mexique, le seul parti à adopter serait d'évacuer tous les points qui sont à la circonférence et de prendre position en un endroit central. Il faudrait laisser s'épuiser les envahisseurs par des marches longues et difficiles, dans un pays malsain et privé de ressources, et tomber avec toutes vos forces réunies sur un ennemi fatigué et probablement divisé. » Voilà le bon langage que devait tenir un Napoléon. Mais j'ai toujours regretté qu'en réponse aux menaces éventuelles que lui adressait assez

brutalement le ministre américain et que paraphrasant ce langage même, il ne lui ait pas répondu que : « De son côté, il était assuré que les troupes françaises s'abstiendraient de tout acte hostile sur le territoire américain, à moins toutefois que le Gouvernement français ne soit, un jour, obligé d'envoyer des ordres différents dictés par les circonstances. » J'ai toujours eu lieu d'être persuadé que, devant une telle réplique, le Gouvernement de Washington eût manifesté des intentions plus conciliantes qui auraient assurément modifié le caractère des événements au Mexique.

Les recommandations de Napoléon III, marquées au double sceau d'une bonne stratégie et d'une sage prudence, trouvèrent bon entendeur; car le Maréchal n'était pas homme à se laisser surprendre ni dévorer par ses turbulents voisins. Il avait déjà arrêté les mesures nécessaires pour diminuer l'éparpillement de ses troupes.

C'est ainsi qu'après que le général Douay, revenu de France, fut parti de Mexico pour rejoindre le poste de son haut commandement, le Maréchal lui avait donné des ordres pour concentrer les troupes de sa division.

Cependant, contrairement à son principe de concentration et sur les instances réitérées de Maximilien, le Maréchal prescrivit au général de Castagny d'envoyer une colonne dans la province de Chihuahua, afin de chasser le président Juarez de cette capitale pour l'obliger à gagner la frontière américaine et à abandonner le territoire du Mexique. Il stipula qu'il n'entendait pas qu'on se lançât à l'aventure en le poursuivant, et, qu'au contraire, après avoir déterminé le départ de Juarez de Chihuahua, il voulait que le général Brincourt, chargé de ce soin, se repliât sur Durango, centre de concentration de la division Castagny. Le Gouvernement impérial espérait que l'abandon du pays par Juarez pourrait être considéré comme une abdication, qui déterminerait, sans doute, la reconnaissance du Gouvernement de l'Empire par les Etats-Unis. Mais cette espérance de Maximilien fut vaine, comme tant d'autres.

Juarez, qui avait quitté Chihuahua, le 5 août, bien avant l'arrivée de nos troupes, se réfugia sur la frontière, à Paso del Norte, où, bien que perdu dans le désert, il déclara qu'il ne désertait pas sa cause et tenait toujours son drapeau déployé. Le général Brincourt ne le poursuivit pas et resta à Chihuahua où il s'établit fortement en attendant de nouvelles instructions.

D'autre part, le Maréchal se préoccupait d'utiliser les ressources en hommes que produisait déjà l'émigration des Confédérés américains, pour les opposer, en cas d'éventualité, aux entreprises des Fédéraux, leurs ennemis d'hier. En effet, l'infiltration au Mexique des soldats vaincus du Sud, se poursuivait d'une façon importante, et, pour éviter qu'un grand nombre d'entr'eux ne s'enrôlassent dans les bandes juaristes, il prescrivit au général Mejia, à Matamoros, d'étendre ses troupes le plus loin possible, le long du *Rio del Norte*, pour recueillir ces éléments de recrutement et les incorporer dans ses troupes. Il avait, en outre, donné des ordres pour accepter l'engagement volontaire, dans notre Légion étrangère, de ceux qui viendraient se réfugier au Mexique, et cela au même titre que les autres étrangers européens. En rendant compte de ces dispositions à son ministre de la Guerre à Paris, le Maréchal en expose les raisons et les avantages, dans son rapport du 10 août, où on trouve formulée une considération intéressante à l'égard de ces contingents provenant des troupes sudistes qui, selon lui, peuvent s'élever à un chiffre considérable et constitueraient une sérieuse ressource au cas où un conflit éclaterait avec les Etats-Unis. A ce sujet, il écrit : « Quoi qu'il en soit, si cette guerre doit devenir inévitable, on est forcé de reconnaître, avec les Confédérés venus à Mexico, que jamais probablement le moment d'une guerre ne sera plus favorable à la France que dans les circonstances actuelles. »

Il convient de remarquer que cette appréciation se croisa, en mer, avec les instructions presque belliqueuses que, le 17 août, Napoléon III envoya au commandant de ses troupes

au Mexique, instructions que j'ai déjà signalées et qui contenaient cet avis caractéristique : « Je vais m'occuper, avec le ministre de la Guerre, de ce que nous pourrons faire pour accroître insensiblement vos forces. » Il faut reconnaître, du reste, qu'à ce moment, la situation s'était déjà accusée comme très pessimiste, et, alors que l'Empereur envisageait la possibilité d'un conflit, le Maréchal se sentait animé de sentiments analogues; car il communiquait dans ses rapports, écrits à la même date, des informations qui ne pouvaient que confirmer ses craintes : « Bien que la guerre avec les Etats-Unis, si elle doit éclater, soit plus à désirer aujourd'hui que plus tard, je ne ferai pas moins tous mes efforts pour la conjurer, s'il est possible. »

A l'appui de cette hypothèse, le Maréchal signale des faits. C'est ainsi qu'il expose à son Gouvernement le cas suivant : « Un chef juariste, dit le général Cortina, celui même dont on avait déjà voulu réclamer les canons et les rifles, commandant de nouveau à un millier d'hommes et tenant la campagne aux environs de Matamoros, est un jour battu par les troupes impériales, près de la frontière. Il franchit encore une fois celle-ci avec tout son monde en armes et se réfugie sur le territoire américain, à Brunswill même, le quartier général de l'armée des Etats-Unis. Là, il est reçu avec sollicitude, ses blessés sont soignés dans les hôpitaux militaires, il se refait, se réorganise, recrute même des fibustiers pour reconstituer ses effectifs, puis repasse sur la rive mexicaine où il attaque les troupes impériales et leur inflige un grave échec. »

Il y avait là une violation flagrante de la neutralité caractérisant un état d'esprit qui, en d'autres circonstances, aurait pu amener un conflit, toujours à redouter. Malgré ces sentiments hostiles, qui se manifestaient en toutes occasions, les Américains ne semblaient pas devoir, cependant, oser rompre brutalement avec le Gouvernement de Maximilien et l'intervention française; mais ils cherchaient à faire naître des événements de nature à leur forcer la main en

apparence. C'est ainsi qu'au sujet de l'armée réunie à Brunswill, en face de Matamoros, et du rôle qu'elle avait à remplir, le Maréchal écrivait, au mois d'août, dans son rapport politique : « D'après l'opinion de la frontière, on prête aux Américains le projet d'entretenir le flibustierisme dans les départements du Nord, afin d'encourager la résistance dans les départements de l'intérieur, d'obliger les forces de l'intervention à dégarnir le Nord pour combattre les ennemis du centre. Ils obtiendraient ainsi le résultat de faire prononcer contre l'Empire, les départements limitrophes qui réclameraient leur appui. Et ils diraient à l'Europe que la majorité du peuple mexicain, se prononçant contre la force qui leur a imposé l'Empire, demande leur protectorat et les oblige ainsi à l'intervention. »

Telle était la note qui résonnait sur les rives du *Rio del Norte*, entre les deux éléments d'action qui pouvaient entrer en conflit. Quelle était donc, d'autre part, celle qui vibrait à Washington, à New-York, là où battait le cœur du peuple américain, fédéral du moins ? Voici ce que le Maréchal écrivait à son ministre de la Guerre : « ... La question des Etats-Unis est restée la question brûlante du moment. La dépêche que j'ai reçue de M. de Montholon, en date du 30 juillet, semble laisser voir que notre ministre à Washington perd peu à peu cette espèce de demi-confiance qu'il nourrissait en faveur de la neutralité pacifique. Sa dépêche, d'accord cette fois avec l'opinion généralement accréditée à Mexico, peut se résumer ainsi : « La guerre étrangère est à l'ordre du jour aux Etats-Unis ; le Gouvernement lutte pour éviter la guerre, afin de ne pas augmenter la dette publique, qui s'élève déjà à plus de quinze milliards de francs ; mais il n'est pas assez fort pour s'opposer aux cris que l'on profère, particulièrement dans l'armée, laquelle est encouragée dans le sens de la guerre par son chef, le général Grant.

« Il y a donc toujours lieu, pour le Mexique, de songer à la possibilité d'une guerre avec les Etats-Unis, d'autant plus que la question du suffrage universel dans le Sud agite vi-

vement les esprits et qu'on doit considérer comme probable que les prochaines élections ne se feront pas sans effusion de sang. Il y aura donc une chance de plus pour que le Gouvernement se laisse entraîner par le mouvement général, qui porte à la guerre, afin de détourner le courant des esprits et d'éviter que l'anarchie ne vienne achever la ruine de ce malheureux pays... »

Dans ces conditions, morales pour le moment, la concentration de nos troupes conçue en principe par le Maréchal et indiquée par l'Empereur, s'imposait. Il importait, notamment, de rapprocher de notre base d'opération la colonne du général Brincourt que, sur les instances de Maximilien, on avait dû envoyer à Chihuahua pour en faire partir Juarez. Cette capitale se trouve à 300 lieues de Mexico et est séparée des points menacés, moralement toujours, par l'armée américaine de Brunswill, par 150 lieues d'une vaste contrée en partie impénétrable, tel que le désert de Mapimi qui a, en tous sens, plus de cent lieues d'étendue et est prolongé par d'autres déserts de moindre importance où on ne trouve pas d'eau et encore moins d'habitants. Les conditions que présentent ces immenses territoires rendent toute opération impossible pour des troupes, surtout si elles sont nombreuses. A cette époque même, le général juariste Negrete fut obligé de traverser cette immense solitude de Mapimi et il y perdit par la faim, la soif et la désertion, les deux tiers de sa troupe.

En conséquence, le Maréchal dut donner l'ordre au général de Castagny de rappeler la colonne Brincourt et de lui prescrire de s'établir à Durango, à 150 lieues en arrière. Il fit connaître à son général de division les motifs de cette opération, qui allait produire les plus fâcheuses conséquences ; mais il ne put permettre que ces motifs fussent divulgués.

L'obligation de garder ces considérations secrètes vis-à-vis de tout le monde, même du Gouvernement de Maximilien, créa au Maréchal, qui semblait porter seul la responsabilité